



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/BUR/180  
14 septembre 1973  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS-  
FRANCAIS

Vingt-huitième session  
BUREAU

ORGANISATION DE LA VINGT-HUITIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE,  
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE  
DU JOUR

Mémoire du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1	2
II. ORGANISATION DE LA SESSION .....	2 - 14	2
III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....	15 - 18	6
IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR .....	19 - 27	18

## I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'examen du Bureau les observations et propositions suivantes concernant le rapport que le Bureau doit présenter à l'Assemblée générale au sujet de l'organisation de la vingt-huitième session ordinaire, de l'adoption de l'ordre du jour et de la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour.

## II. ORGANISATION DE LA SESSION

### Horaire des séances

2. Le Secrétaire général propose de fixer à 10 h 30 et à 15 heures le début des séances plénières et des séances des commissions; elles pourront ainsi durer deux heures et demie le matin et trois heures l'après-midi. A cet égard, le Bureau voudra peut-être souligner la nécessité d'ouvrir les séances à l'heure prévue et appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le texte modifié des articles 69 et 110 du règlement intérieur (A/520/Rev.11), en vertu desquels le Président de l'Assemblée générale peut déclarer la séance ouverte et permettre le déroulement du débat lorsqu'un tiers au moins des membres sont présents et le Président d'une grande commission peut déclarer la séance ouverte et permettre le déroulement du débat lorsqu'un quart au moins des membres sont présents.

3. Le Secrétaire général propose d'adopter la semaine de travail de cinq jours, étant entendu qu'il pourra y avoir, en cas de besoin, des séances le samedi ainsi que des séances de nuit.

### Discussion générale

4. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les conclusions suivantes du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale qui ont été approuvées par l'Assemblée à sa vingt-sixième session :

- a) La durée de la discussion générale ne devrait pas normalement dépasser deux semaines et demie (A/520/Rev.11, annexe V, par. 45);
- b) La liste des orateurs désirant participer à la discussion générale devrait être close à la fin du troisième jour suivant l'ouverture de la discussion (ibid., par. 46).

- c) Les orateurs devraient, dans la mesure du possible, éviter de s'inscrire pour prendre la parole sur une question donnée en indiquant une date ou une séance de rechange pour le cas où ils ne pourraient pas respecter la date initialement prévue (ibid., par. 70);
- d) Les représentants devraient prendre la parole dans l'ordre de leur inscription sur la liste des orateurs, étant entendu que ceux qui en seraient empêchés seront normalement placés à la fin de la liste, à moins qu'ils n'aient échangé leur tour de parole avec d'autres représentants (ibid., par. 71).

5. Compte tenu des conclusions énoncées aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 ci-dessus, le Secrétaire général suggère :

- a) Que la discussion générale commence le lundi 24 septembre et s'achève le mercredi 10 octobre 1973;
- b) Que la liste des orateurs désirant participer à la discussion générale soit close le mercredi 26 septembre à 18 heures.

#### Droit de réponse

6. Le Bureau souhaitera peut-être également appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la recommandation du Comité spécial, qui a été approuvée par l'Assemblée, en vertu de laquelle les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse devraient être, en règle générale, prononcées en fin de séance (ibid., par. 78). En outre, le Bureau souhaitera peut-être recommander, comme il l'a fait à la session précédente 1/, que les jours où il y a deux séances, les délégations exercent leur droit de réponse en fin de journée.

7. Conformément à la pratique établie par l'Assemblée générale lors de ses quatre sessions précédentes (voir A/PV.2065, p. 71), le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée que les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse soient limitées à 10 minutes.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour, document A/8800/Rev.1, par. 7.

Date de clôture de la session

8. Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement intérieur et compte tenu de la recommandation du Comité spécial en vertu de laquelle l'Assemblée générale devrait se réunir pour une période de treize semaines (A/520/Rev.11, annexe V, par. 4), le Secrétaire général propose de fixer au mardi 18 décembre 1973 la date de clôture de la vingt-huitième session.

Comptes rendus des grandes commissions

9. Le Secrétaire général voudrait signaler à l'attention du Bureau que, en vertu de l'article 60 du règlement intérieur, des comptes rendus in extenso seront établis pour la Première Commission. L'article 60 stipule, en outre, qu'aucun organe de l'Assemblée générale ne peut faire établir à la fois des comptes rendus in extenso et des comptes rendus analytiques. Comme précédemment, le Bureau souhaitera donc peut-être recommander que les comptes rendus in extenso constituent les comptes rendus officiels de la Première Commission et les comptes rendus analytiques demeurent les comptes rendus officiels des autres grandes commissions. A ce propos, le Bureau devrait également formuler une recommandation à l'intention de l'Assemblée générale concernant le point de savoir si la possibilité qui a été accordée dans le passé à la Commission politique spéciale d'obtenir, sur demande expresse, la transcription de ses débats ou d'une partie de ses débats doit être maintenue pour la vingt-huitième session. En outre, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'alinéa e) du paragraphe 10 de sa résolution 2538 (XXIV), en date du 11 décembre 1969, qui est ainsi conçu :

"Les discours ou déclarations prononcés par les représentants, par le Secrétaire général ou son représentant, ou par des personnes présentant des rapports au nom de comités ou autres organes ne pourront être reproduits in extenso dans les comptes rendus ou comme documents officiels que s'ils servent de base de discussion, pourvu que la décision pertinente ait été prise par l'organe intéressé après qu'un état des incidences financières de la décision lui aura été soumis conformément à l'article 13.1 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies."

Disposition des places

10. Conformément à la pratique suivie jusqu'ici, le Secrétaire général a fait procéder par tirage au sort à la désignation du Membre qui occupera la première place dans la salle de l'Assemblée, les autres Membres devant occuper les places suivantes dans l'ordre alphabétique. Le sort a désigné le Luxembourg. C'est donc la délégation de ce pays qui occupera la première place à droite du Président, et les autres délégations suivront dans l'ordre alphabétique anglais. La même disposition sera observée dans le cas des grandes commissions.

Utilisation de la salle de l'Assemblée générale par les grandes commissions

11. Outre la salle de l'Assemblée générale, cinq salles de conférences seulement (salles de conférence 1 à 4 et salle du Conseil de tutelle) peuvent recevoir tous les Membres de l'Organisation; aussi n'est-il possible de tenir simultanément que six séances. Il faudrait donc que toutes les grandes commissions tirent pleinement parti de la salle de l'Assemblée générale chaque fois qu'il n'y a pas de séance plénière.

Dispositif mécanique de vote

12. Le Secrétaire général voudrait suggérer que les grandes commissions tirent pleinement parti, à tour de rôle, du dispositif mécanique de vote qui est à leur disposition dans la salle de l'Assemblée générale et dans la salle de conférence No 3.

Incidences financières des projets de résolution

13. Le Secrétaire général souhaite appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'article 155 du règlement intérieur, lequel est ainsi conçu :

"Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses établie par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne vote aucune résolution dont le Secrétaire général prévoit qu'elle entraînera des dépenses tant que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) n'a pas eu la possibilité d'indiquer les incidences de la proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation."

/...

Le Bureau souhaitera peut-être, à cet égard, recommander à l'Assemblée générale d'appeler l'attention des grandes commissions sur la nécessité de prévoir des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission.

#### Rapports des grandes commissions

14. Le Bureau souhaitera peut-être également recommander à l'Assemblée générale d'appeler l'attention des grandes commissions sur la résolution 2292 (XXII) de l'Assemblée, qui a été réaffirmée par le Comité spécial (ibid., par. 43), en vertu de laquelle les rapports des grandes commissions devraient être aussi concis que possible et ne devraient pas contenir, sauf dans des cas exceptionnels, le résumé des débats.

#### III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

15. Toutes les questions proposées pour inscription à l'ordre du jour de la vingt-huitième session sont énumérées dans l'ordre du jour provisoire (A/9100) 2/. Les points proposés pour inscription sont énumérés dans le projet d'ordre du jour qui figure au paragraphe 18 ci-après.

16. En ce qui concerne le point 12 du projet d'ordre du jour (Rapport du Conseil économique et social), le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur un certain nombre de rapports que l'Assemblée générale a expressément demandés ou que le Conseil économique et social a décidé de lui transmettre. Ces rapports, qui seront examinés au titre du point 12, traitent des questions ci-après :

- a) Souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles /résolution 3016 (XXVII) du 18 décembre 1972/;
- b) Mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés /résolution 2564 (XXIV) du 13 décembre 1969 et résolution 1753 (LIV) du 16 mai 1973 du Conseil économique et social/;
- c) Conséquences économiques et sociales du désarmement /résolution 2171 (XXI) du 6 décembre 1966 et résolution 2685 (XXV) du 11 décembre 1970/;

---

2/ Il n'y a eu aucune demande d'inscription de questions supplémentaires (art. 14) ou de question additionnelle (art. 15).

- d) Rapport du Comité de la science et de la technique au service du développement /résolution 1621 B (LI) du 30 juillet 1971 du Conseil économique et social/;
- e) Rôle de la science et de la technologie modernes dans le développement des nations /résolution 2658 (XXV) du 7 décembre 1970 et décision du 18 décembre 1972/;
- f) Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement /résolutions 1944 (XVIII) du 11 décembre 1963 et 2318 (XXII) du 15 décembre 1967 et décision du 18 décembre 1972/;
- g) Application des techniques d'informatique au développement /résolution 2804 (XXVI) du 14 décembre 1971/;
- h) Problème de la pauvreté des masses et du chômage dans les pays en voie de développement /résolution 3018 (XXVII) du 18 décembre 1972/.

En outre, conformément à une décision prise à la 2113<sup>ème</sup> séance plénière, le 18 décembre 1972, l'Assemblée générale sera invitée à examiner le projet de résolution intitulé "Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil" recommandé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1622 (LI) du 30 juillet 1971 ainsi que les amendements y relatifs (A/8578/Add.1, par. 44 à 46).

17. S'agissant du point 17 de l'ordre du jour (Election de membres du Conseil économique et social), le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que, au cas où les amendements à l'Article 61 de la Charte entreraient en vigueur au cours de la vingt-huitième session, l'Assemblée aurait à élire 27 membres du Conseil en sus des 9 membres qu'elle doit élire de toute façon pour remplacer ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 1973.

18. Sous réserve des recommandations que le Bureau fera au sujet des paragraphes 16 et 17 ci-dessus, le projet d'ordre du jour de la vingt-huitième session comprendrait les points suivants 3/ :

---

3/ Abréviations utilisées dans le présent document :

(P. ) : question inscrite à l'ordre du jour provisoire (A/9100).

/...

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation polonaise (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale (P.3).
  - a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président (P.4).
5. Constitution des grandes commissions et élection de leurs bureaux (P.5).
6. Election des vice-présidents (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour (P.8).
9. Discussion générale (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social (P.12) 4/.
13. Rapport du Conseil de tutelle (P.13).
14. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.14).
15. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.15).
16. Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (P.16).
17. Election de membres du Conseil économique et social (P.17) 5/.
18. Election de quinze membres du Conseil du développement industriel (P.18).
19. Election de dix-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (P.19).
20. Election de quinze membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (P.20).

---

4/ Voir plus haut par. 16.

5/ Voir plus haut par. 17.

21. Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (P.21).
22. La situation au Moyen-Orient (P.22).
23. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.23) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
24. Travaux scientifiques de recherches sur la paix : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.26).
27. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (P.27).
28. Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix (P.28).
29. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde (P.29).
30. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.30).

/...

31. Elaboration d'une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.31).
32. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité spécial pour la Conférence mondiale du désarmement (P.32).
33. Désarmement général et complet (P.33) :
  - a) Rapport de la Conférence du Comité du désarmement;
  - b) Le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel : rapport du Secrétaire général.
34. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (P.34).
35. Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires (P.35) :
  - a) Rapport de la Conférence du Comité du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
36. Application de la résolution 2935 (XXVII) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) : rapport du Secrétaire général (P.36).
37. Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.37).
38. Mise en oeuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (P.38).
39. Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer : rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (P.39).
40. Question de Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (P.40).
41. Création de conditions favorables pour accélérer la réunification indépendante et pacifique de la Corée (P.41).

/...

42. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.42) :
  - a) Rapports du Comité spécial de l'apartheid;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
43. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.43) :
  - a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
  - d) Rapports du Secrétaire général.
44. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (P.44).
45. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (P.45).
46. Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (P.46).
47. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général (P.47).
48. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (P.48) :
  - a) Rapport du Conseil du développement industriel;
  - b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif.
49. Activités opérationnelles pour le développement (P.49) :
  - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
  - c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
  - d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
  - e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
  - f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - g) Programme alimentaire mondial.

50. Programme des Nations Unies pour l'environnement (P.50) :
- a) Rapport du Conseil d'administration;
  - b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général.
51. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (P.51) :
- a) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
  - b) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
52. Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.52).
53. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.53) :
- a) Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
  - b) Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;
  - c) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - d) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général.
54. Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé : rapport du Secrétaire général (P.54).
55. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (P.55) :
- a) Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse : rapport du Secrétaire général;
  - b) Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.
56. Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (P.56).
57. Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (P.57).
58. Question des personnes âgées et des vieillards : rapport du Secrétaire général (P.58).

59. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.59).
60. Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité (P.60).
61. Prévention du crime et lutte contre la délinquance (P.61).
62. Situation sociale de la jeunesse dans le monde : rapport du Secrétaire général (P.62).
63. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (P.63).
64. Liberté de l'information (P.64) :
  - a) Projet de déclaration sur la liberté de l'information;
  - b) Projet de convention relative à la liberté de l'information.
65. Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général (P.65).
66. Mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou sur l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine collective (P.66).
67. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (P.67).
68. Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe : rapport du Secrétaire général (P.68).
69. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.69) :
  - a) Rapport du Secrétaire général;
  - b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
70. Question de Namibie (P.70) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

/...

- b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
  - c) Rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 3031 (XXVII) de l'Assemblée générale;
  - d) Fonds des Nations Unies pour la Namibie : rapport du Secrétaire général;
  - e) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie.
71. Question des territoires administrés par le Portugal (P.71) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
72. Question de la Rhodésie du Sud : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.72).
73. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.73).
74. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.74) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
75. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.75).
76. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.76).

/...

77. Rapports financiers et comptes pour l'exercice 1972 et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.77) :
- a) Organisation des Nations Unies;
  - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
78. Budget additionnel de l'exercice 1973 (P.78).
79. Projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 et plan à moyen terme pour la période 1974-1977 (P.79).
80. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (P.80).
81. Corps commun d'inspection (P.81) :
- a) Rapports du Corps commun d'inspection;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
82. Plan des conférences : rapport du Secrétaire général (P.82).
83. Publications et documentation de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.83).
84. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.84).
85. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale (P.85) :
- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Comité des contributions;
  - c) Comité des commissaires aux comptes;

/...

- d) Comité des placements : confirmation des nominations faites par le Secrétaire général;
  - e) Tribunal administratif des Nations Unies;
  - f) Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.
86. Questions relatives au personnel (P.86) :
- a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
  - b) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
87. Régime des traitements des Nations Unies (P.87) :
- a) Rapport du Secrétaire général;
  - b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
88. Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (P.88).
89. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-cinquième session (P.89).
90. Projet de convention sur la prévention et la répression des infractions commises contre les agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection internationale (P.90).
91. Conférence internationale de plénipotentiaires sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales (P.91).
92. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa sixième session (P.92).
93. Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels (P.93).
94. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international (P.94).

95. Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (P.95).
96. Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (P.96).
97. Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (P.97).
98. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (P.98).
99. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.99).
100. Déclaration sur la participation universelle à la Convention de Vienne sur le droit des traités (P.100).
101. Question de l'envoi d'invitations spéciales aux Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou ne sont pas parties au Statut de la Cour internationale de Justice pour qu'ils deviennent parties à la Convention sur les missions spéciales (P.101).
102. Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28 (P.102).
103. Inclusion du chinois parmi les langues de travail de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (P.103).
104. Assistance aux populations soudano-sahéliennes menacées par la famine (P.104).

IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

19. La répartition des questions inscrites à l'ordre du jour qui est proposée au paragraphe 27 ci-après suit, dans l'ensemble, le plan adopté par l'Assemblée générale les années précédentes.

20. Les points suivants du projet d'ordre du jour n'ont pas été examinés antérieurement par l'Assemblée :

103. Inclusion du chinois parmi les langues de travail de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (P.103).

104. Assistance aux populations soudano-sahéliennes menacées par la famine (P.104).

Les auteurs des demandes d'inscription à l'ordre du jour de ces questions ont suggéré qu'elles soient réparties de la façon suivante :

Point 103 ..... Cinquième Commission

Point 104 ..... Troisième Commission

21. En ce qui concerne le point 12 (Rapport du Conseil économique et social), le Secrétaire général propose, comme les années précédentes, de répartir les différents chapitres du rapport entre les grandes commissions en fonction de la compétence particulière de chacune d'elles ou bien de les examiner en séances plénières. Compte tenu de cette considération, le Secrétaire général recommande que les différents chapitres du rapport principal 6/ soient répartis comme suit, étant entendu que les sections de l'additif au rapport 7/ seront réparties en fonction des questions dont elles traitent :

---

6/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 3 (A/9003).

7/ Ibid., Supplément No 3A (A/9003/Add.1) /à paraître/.

Chapitre I .....	Séances plénières
Chapitres II à IV .....	Deuxième Commission
Chapitre V	
Section A	
a) Aspects de fond .....	Deuxième et Troisième Commissions
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Section B .....	Cinquième Commission
Sections C et D .....	Deuxième Commission
Section E .....	Cinquième Commission
Chapitres VI à XX .....	Deuxième Commission
Chapitre XXI	
Sections A et C .....	Troisième Commission
Section B .....	Deuxième Commission
Chapitres XXII à XXIV .....	Troisième Commission
Chapitre XXV	
a) Aspects de fond .....	Deuxième et Troisième Commissions
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre XXVI .....	Quatrième Commission
Chapitre XXVII .....	Deuxième Commission
Chapitre XXVIII	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre XXIX	
a) Aspects de fond .....	Deuxième et Troisième Commissions
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre XXX	
Section A .....	Séances plénières
Section B .....	Troisième Commission
Chapitre XXXI	
Sections A à C .....	Séances plénières
sections D à F .....	Cinquième Commission

D'autre part, le Bureau considérera peut-être que :

- a) Le chapitre II (Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle) pourrait intéresser la Première et la Troisième Commission;
- b) Le chapitre III (Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement) pourrait intéresser la Troisième Commission;
- c) Le chapitre IV (Sécurité économique collective) pourrait intéresser la Première Commission;
- d) Le chapitre V, section B (Création d'une commission économique pour l'Asie occidentale) et section E (Question de l'admission du Bangladesh à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient) pourrait intéresser la Deuxième et la Troisième Commission et la section D (Etude des structures régionales) pourrait intéresser la Troisième Commission;
- e) Le chapitre IX (Déficits alimentaires et besoins d'aide alimentaire que l'on peut prévoir pour l'avenir) pourrait intéresser la Troisième Commission;
- f) Le chapitre XIV (Population) pourrait intéresser la Troisième Commission;
- g) Le chapitre XVII (La mer) pourrait intéresser la Première Commission;
- h) Le chapitre XXI, section B (Promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement) pourrait intéresser la Troisième Commission.

22. En ce qui concerne le point 23 (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), le Bureau voudra peut-être envisager la possibilité que tous les chapitres du rapport du Comité spécial (A/9023 et additifs) qui ont trait à des territoires particuliers soient renvoyés à la Quatrième Commission, comme cela a été fait lors des sessions précédentes. Cela permettrait de nouveau à l'Assemblée générale d'examiner en séances plénières la question de l'application de la Déclaration en général. Le Bureau voudra peut-être également appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le rapport du Secrétaire général sur la Conférence internationale d'experts pour le soutien des victimes du colonialisme et de l'apartheid en Afrique australe (A/9061), publié au titre du point 23, intéresse à la fois la Commission politique spéciale et la Quatrième Commission.

23. En ce qui concerne le point 33 (Désarmement général et complet), le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur le fait que certaines parties du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/9125), qui doit être directement examiné en séances plénières au titre du point 15, portent sur la question dont traite ce point de l'ordre du jour. C'est pourquoi le Bureau voudra peut-être recommander que les paragraphes pertinents de ce rapport soient portés à l'attention de la Première Commission dans le cadre de son examen du point 33.

/...

24. En ce qui concerne le point 48 (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), le point 49 (Activités opérationnelles pour le développement), le point 50 (Programme des Nations Unies pour l'environnement) et le point 52 (Université des Nations Unies), qu'il est proposé de renvoyer à la Deuxième Commission, le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur le fait que des parties de certains des rapports présentés au titre de ces points traitent de questions administratives et budgétaires et intéressent par conséquent la Cinquième Commission. En conséquence, le Bureau voudra peut-être recommander que les parties pertinentes de ces rapports soient renvoyées à la Cinquième Commission.

25. Il a été proposé que le point 83 (Publications et documentation de l'Organisation des Nations Unies) soit renvoyé à la Cinquième Commission. Néanmoins, le Bureau voudra peut-être recommander que le mémoire que le Secrétaire général compte présenter concernant la distribution de communications comme documents de l'Assemblée générale soit renvoyé à la Sixième Commission.

26. En ce qui concerne le point 88 (Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies), le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le rapport du Comité contient un projet de résolution 8/ concernant les mesures relatives à l'ajustement des pensions pour tenir compte des variations du coût de la vie, mesures qui doivent entrer en vigueur le 1er octobre 1973. En conséquence, le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale que ce point soit examiné par la Cinquième Commission en tant que question prioritaire.

27. Sous réserve des recommandations que le Bureau fera au sujet de l'adoption du projet d'ordre du jour et compte tenu des considérations exposées aux paragraphes 21 à 26 ci-dessus, le Secrétaire général suggère au Bureau la répartition ci-après des questions inscrites au projet d'ordre du jour 9/ :

---

8/ Ibid., Supplément No 9 (A/9009), vol. I, annexe VI.

9/ Pour les abréviations utilisées dans la répartition des questions, voir la note 3.

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation polonaise (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale (P.3) :
  - a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président (P.4).
5. Constitution des grandes commissions et élection de leurs bureaux (P.5).
6. Election des vice-présidents (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour (P.8).
9. Discussion générale (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, XXX (section A) et XXXI (sections A à C)] (P.12) 10/.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.14).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.15).
15. Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (P.16).
16. Election de membres du Conseil économique et social (P.17).
17. Election de quinze membres du Conseil du développement industriel (P.18).

---

10/ Voir plus haut par. 21.

18. Election de dix-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (P.19).
19. Election de quinze membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (P.20).
20. Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (P.21).
21. La situation au Moyen-Orient (P.22).
22. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.23) 11/ :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
23. Travaux scientifiques de recherches sur la paix : rapport du Secrétaire général (P.24).
24. Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapport du Secrétaire général (P.25).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.26).
26. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (P.27).
27. Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix (P.28).
28. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (P.51) 12/ :
  - b) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
29. Question de Namibie (P.70) 13/ :
  - e) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie.

---

11/ Voir plus haut par. 22.

12/ Pour l'alinéa a), voir plus loin "Deuxième Commission", point 7.

13/ Pour les alinéas a) à d), voir plus loin "Quatrième Commission", point 3.

Première Commission

1. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde (P.29).
2. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.30).
3. Elaboration d'une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.31).
4. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité spécial pour la Conférence mondiale du désarmement (P.32).
5. Désarmement général et complet (P.33) 14/ :
  - a) Rapport de la Conférence du Comité du désarmement;
  - b) Le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel : rapport du Secrétaire général.
6. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (P.34).
7. Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires (P.35) :
  - a) Rapport de la Conférence du Comité du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
8. Application de la résolution 2935 (XXVII) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) : rapport du Secrétaire général (P.36).
9. Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.37).
10. Mise en oeuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (P.38).
11. Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer : rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (P.39).

---

14/ Voir plus haut par. 23.

12. Question de Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (P.40).
13. Création de conditions favorables pour accélérer la réunification indépendante et pacifique de la Corée (P.41).

/...

Commission politique spéciale

1. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.42) :
  - a) Rapports du Comité spécial de l'apartheid;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
2. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.43) :
  - a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
  - d) Rapports du Secrétaire général.
3. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (P.44).
4. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (P.45).

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social /chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX/ (P.12) 15/.
2. Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (P.46).
3. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général (P.47).
4. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (P.48) 16/ :
  - a) Rapport du Conseil du développement industriel;
  - b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif.
5. Activités opérationnelles pour le développement (P.49) 16/ :
  - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - b) Fonds d'équipement des Nations Unies,
  - c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
  - d) Programme des Volontaires des Nations Unies;
  - e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population,
  - f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - g) Programme alimentaire mondial.

---

15/ Les parties du rapport énumérées ci-après seraient renvoyées également aux Troisième et Cinquième Commissions comme suit :

Chapitres V (section A), XXV et XXIX ..... Troisième et Cinquième Commissions  
Chapitre XXVIII ..... Cinquième Commission

Pour plus amples détails, voir plus haut par. 21.

16/ Voir plus haut par. 24.

/...

6. Programme des Nations Unies pour l'environnement (P.50) 16/ :
  - a) Rapport du Conseil d'administration;
  - b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général.
7. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (P.51) 17/ :
  - a) Rapport du Conseil du commerce et du développement.
8. Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.52) 16/.

---

17/ Pour l'alinéa b), voir plus haut "Séances plénières", point 28.

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social [chapitres V (section A), XXI (sections A et C), XXII à XXV, XXIX et XXX (section B)] (P.12) 18/.
2. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.53) :
  - a) Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
  - b) Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;
  - c) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - d) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général.
3. Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé : rapport du Secrétaire général (P.54).
4. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (P.55) :
  - a) Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse : rapport du Secrétaire général;
  - b) Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.
5. Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (P.56).
6. Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (P.57).
7. Question des personnes âgées et des vieillards : rapport du Secrétaire général (P.58).
8. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.59).
9. Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité (P.60).

---

18/ Les chapitres V, XXV et XXIX seraient renvoyés également aux Deuxième et Cinquième Commissions. Pour plus amples détails, voir plus haut par. 21.

10. Prévention du crime et lutte contre la délinquance (P.61).
11. Situation sociale de la jeunesse dans le monde : rapport du Secrétaire général (P.62).
12. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (P.63).
13. Liberté de l'information (P.64) :
  - a) Projet de déclaration sur la liberté de l'information;
  - b) Projet de convention relative à la liberté de l'information.
14. Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général (P.65).
15. Mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou sur l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine collective (P.66).
16. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (P.67).
17. Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe : rapport du Secrétaire général (P.68).

Quatrième Commission

1. Rapport du Conseil de tutelle (P.13).
2. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.69) :
  - a) Rapport du Secrétaire général;
  - b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
3. Question de Namibie (P.70) 19/ :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
  - c) Rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 3031 (XXVII) de l'Assemblée générale;
  - d) Fonds des Nations Unies pour la Namibie : rapport du Secrétaire général.
4. Question des territoires administrés par le Portugal (P.71) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
5. Question de la Rhodésie du Sud : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.72).
6. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.73).

---

19/ Pour l'alinéa e), voir plus haut "Séances plénières" point 29.

7. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.74) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapports du Secrétaire général.
8. Rapport du Conseil économique et social [chapitre XXVI] (P.12) 20/.
9. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.75).
10. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.76).
11. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [chapitres relatifs à des territoires particuliers] (P.23) 21/.

---

20/ Voir plus haut par. 21.

21/ Voir plus haut par. 22.

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et comptes pour l'exercice 1972 et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.77) :
  - a) Organisation des Nations Unies;
  - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Budget additionnel de l'exercice 1973 (P.78).
3. Projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 et plan à moyen terme pour la période 1974-1977 (P.79).
4. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (P.80).
5. Corps commun d'inspection (P.81) :
  - a) Rapports du Corps commun d'inspection;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
6. Plan des conférences : rapport du Secrétaire général (P.82).
7. Publications et documentation de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.83) 22/.
8. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.84).
9. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale (P.85) :
  - a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Comité des contributions;
  - c) Comité des commissaires aux comptes;
  - d) Comité des placements : confirmation des nominations faites par le Secrétaire général;
  - e) Tribunal administratif des Nations Unies;
  - f) Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

10. Questions relatives au personnel (P.86) :
  - a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
  - b) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
11. Régime des traitements des Nations Unies (P.87) :
  - a) Rapport du Secrétaire général;
  - b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
12. Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (P.88) 23/.

---

23/ Voir plus haut par. 26.

Sixième Commission

1. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-cinquième session (P.89).
2. Projet de convention sur la prévention et la répression des infractions commises contre les agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection internationale (P.90).
3. Conférence internationale de plénipotentiaires sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales (P.91).
4. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa sixième session (P.92).
5. Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels (P.93).
6. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international (P.94).
7. Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (P.95).
8. Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (P.96).
9. Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (P.97).
10. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (P.98).
11. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.99).
12. Déclaration sur la participation universelle à la Convention de Vienne sur le droit des traités (P.100).
13. Question de l'envoi d'invitations spéciales aux Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou ne sont pas parties au Statut de la Cour internationale de Justice pour qu'ils deviennent parties à la Convention sur les missions spéciales (P.101).
14. Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28 (P. 102).